

Perspectives

N°23/024 – 26 janvier 2023

MENA – PIB par habitant et richesse, une tentative de classement

En termes de développement économique et de classement de la « richesse des nations », pour reprendre le terme d'Adam Smith, le Produit intérieur brut (PIB) par habitant reste encore, même s'il est parfois contesté, le meilleur indicateur du niveau de développement d'un pays et de bien-être des populations.

De façon plus précise, la richesse produite en une année d'activité (PIB) en parité de pouvoir d'achat (ppa), c'est-à-dire ajustée par la valeur des biens et des services offerts dans un pays déterminé est sans doute le meilleur indice de classement.

Les tableaux ci-dessous donnent donc trois types de classement pour les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord : le PIB par habitant en nominal, ce même ratio en ppa, trié par ordre décroissant et l'évolution de la richesse par habitant depuis 2011.

Tableau 1 :
PIB / habitant (nominal, USD)

PAYS	PIB/ha nominal (USD) (2022 e)
Qatar	82 963
Israël	54 316
Emirats A. U.	47 429
Koweït	34 792
Bahreïn	30 000
Arabie Saoudite	28 417
Oman	22 609
Iran	19 535
Irak	5 857
Jordanie	4 660
Egypte	4 596
Algérie	4 089
Maroc	3 597
Tunisie	3 468
Liban	3 091
Yémen	918

Sources : EIU, FMI, Crédit Agricole SA

Tableau 2 :
PIB /habitant (ppa, USD)

PAYS	PIB/ha (ppa, USD) (2022)	PIB/ha (ppa, USD) (2011)
Qatar	102 810	166 135
Emirats A.U.	80 030	67 660
Koweït	78 300	78 105
Arabie Saoudite	58 370	55 916
Bahreïn	55 570	50 667
Israël	48 850	31 177
Oman	41 570	48 936
Libye	22 540	28 590
Iran	18 790	19 225
Egypte	15 970	11 267
Algérie	13 010	13 479
Tunisie	12 580	10 578
Jordanie	11 020	10 305
Irak	10 910	13 513
Liban	10 790	14 675
Maroc	9 570	6 787
Syrie	4 080	6 320
Yémen	2 060	3 607

Sources : EIU, FMI, Crédit Agricole SA

Tableau 3 :
Évolution du PIB /ha (2011-2022)

PAYS	Evolution PIB/ha (USD) (2011-2022)
Israël	57%
Egypte	42%
Maroc	41%
Tunisie	19%
Emirats A.U.	18%
Bahreïn	10%
Jordanie	7%
Arabie Saoudite	4%
Koweït	0%
Iran	-2%
Algérie	-3%
Oman	-15%
Irak	-19%
Libye	-21%
Liban	-26%
Syrie	-35%
Qatar	-38%
Yémen	-43%

Sources : EIU, FMI, Crédit Agricole SA

De ces trois classements mis en parallèle, il ressort quelques grandes lignes de force.

En termes de PIB par habitant en nominal, le fossé est gigantesque entre les pays qui excèdent le seuil de 12 500 USD au-dessus duquel le pays émergent est considéré comme assez développé (8 pays à plus de 19 000 USD) et ceux qui n'atteignent pas la moitié de ce seuil (8 pays aussi). À l'exception d'Israël, tous les pays « riches » sont de grands producteurs d'hydrocarbures. *A contrario*, l'Afrique du Nord et quelques pays du Levant sont presque tous compris dans une fourchette allant de 3 000 à 5 000 USD par habitant, un niveau assez modeste qui illustre une économie émergente encore en devenir ou, dans les cas de l'Irak et du Liban, une chute issue des conflits passés ou d'une mauvaise politique économique.

Le tableau 2 présente le classement sans doute le plus pertinent puisque le PIB par habitant (en ppa) tient compte du niveau de vie local. Compte tenu de la taille des populations et de l'importance de la rente pétrolière, ce classement identifie trois pays pétroliers qui ont un PIB/ha supérieur à celui de la France (58 300 USD) tandis que l'Arabie saoudite arrive au même niveau en 2022. Les pays dont la population est en forte croissance (2% par an) ont parfois des difficultés à faire progresser le niveau de richesse par habitant. Les pays qui ont connu de très fortes dépréciations de leur monnaie ont généralement vu leur niveau de richesse se détériorer.

Enfin, le dernier classement (tableau 3) identifie l'évolution de la richesse par habitant au cours des douze dernières années de vie économique, c'est-à-dire la comparaison du PIB avant les Printemps arabes (2011) à celui *post*-pandémie et guerre en Ukraine (année 2022 estimée).

Ce classement donne une bonne vision des pays qui ont bénéficié d'une décennie étonnamment assez prospère (au prix parfois d'un surendettement menaçant) : Égypte, Maroc et Tunisie, et/ou des pays dont le développement intrinsèque a fait la différence (Israël et Émirats). Les pays pétroliers, de leur côté, peuvent connaître de fortes variations de cet indicateur lié à la volatilité des prix du pétrole.

En revanche, les pays en guerre (Irak, Syrie, Yémen) ont tous vu, logiquement, leur bien-être s'effondrer. Et ceux en proie à une crise plus ou moins majeure (Liban, Iran, Oman, Algérie) n'ont pas vu se matérialiser les retombées d'un développement favorable, en raison, dans la plupart des cas, d'une gestion macro-économique en partie défailante.

Notre opinion – *En conclusion, les pays qui ont plus ou moins réussi à diversifier leur économie et ont réussi à maintenir une politique monétaire qui les a protégés de fortes dépréciations de change sont ceux qui ont le plus bénéficié de la dernière décennie de développement. On pourrait penser que ce sont aussi les pays qui ont bénéficié de la meilleure stabilité politique depuis les Printemps arabes. Ce n'est pas tout à fait le cas mais un bon environnement en termes de gouvernance y participe très fortement.*

Article publié le 20 janvier 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
23/01/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
19/01/2022	<u>Azerbaïdjan – Peut-il profiter de la grande recomposition géopolitique du Caucase du Sud ?</u>	PECO et Asie centrale
18/01/2023	<u>Fintech Outlook – Bilan 2022 : Groggy !</u>	Fintech
18/01/2023	<u>Amérique latine – 2022-2023 en quelques graphiques et quelques mots</u>	Amérique latine
17/01/2023	<u>Italie – Scénario 2023-2024 : malgré le choc, une année de croissance</u>	Italie
13/01/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
12/01/2023	<u>La mondialisation au secours du climat</u>	Monde
11/01/2023	<u>Espagne – Scénario 2023-2024 : la fin du rebond</u>	Europe
11/01/2023	<u>Tunisie – L'effondrement d'une démocratie balbutiante</u>	Afrique et Moyen-Orient
10/01/2023	<u>Royaume-Uni – Scénario 2023-2024 : de la stagnation à la récession</u>	Royaume-Uni
09/01/2023	<u>Zone euro – Un fléchissement de l'inflation qui mérite prudence avant de crier victoire !</u>	Zone euro
09/01/2023	<u>Allemagne – Scénario 2023-2024 : vers une récession brève et limitée !</u>	Europe
06/01/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
06/01/2023	<u>France – Scénario 2023-2024 : l'économie à l'épreuve de l'inflation</u>	France
02/01/2023	<u>L'OBSERVATOIRE financier des entreprises agroalimentaires</u>	Agri-Agro-alimentaire

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Alexis Mayer, Jorge Mariano Mamani Soria

Secrétariat de rédaction : Christine Chabenet

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.